



## CHAPITRE 11

### Loi du Protecteur du citoyen

[Sanctionnée le 14 novembre 1968]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

#### SECTION I

##### NOMINATION

Protecteur du citoyen.

**1.** L'Assemblée législative nomme, sur proposition du premier ministre, une personne appelée « Protecteur du citoyen » et fixe son traitement.

Approbation.

Une telle nomination doit, pour être valide, avoir été approuvée par les deux tiers des membres de l'Assemblée législative.

Durée du mandat.

**2.** La durée du mandat du Protecteur du citoyen est de cinq ans; nonobstant l'expiration de son mandat, il demeure en fonction jusqu'à ce qu'il ait été nommé de nouveau ou remplacé.

Démission.

**3.** Le Protecteur du citoyen peut en tout temps démissionner en donnant avis par écrit à l'orateur de l'Assemblée législative.

Destitution.

Il ne peut être destitué que par une résolution de l'Assemblée législative approuvée par les deux tiers de ses membres.

Adjoint.

**4.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un adjoint au Protecteur du citoyen, sur la recommandation de ce dernier, et fixer son traitement qui ne

## CHAPTER 11

### Public Protector Act

[Assented to 14th November 1968]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

#### DIVISION I

##### APPOINTMENT

Public Protector.

**1.** On motion by the Prime Minister, the Legislative Assembly shall appoint a person called the "Public Protector" and fix his salary.

Approval.

To be valid, such an appointment must be approved by two-thirds of the members of the Legislative Assembly.

Term of office.

**2.** The term of office of the Public Protector shall be five years; he shall remain in office, notwithstanding the expiration of his term, until reappointed or replaced.

Resignation.

**3.** The Public Protector may resign at any time by giving notice in writing to the Speaker of the Legislative Assembly.

Dismissal.

He shall not be dismissed except by a resolution of the Legislative Assembly approved by two-thirds of its members.

Assistant.

**4.** The Lieutenant-Governor in Council may appoint an assistant to the Public Protector, upon the recommendation of the latter, and fix his salary which shall

peut être réduit par la suite; la durée de son mandat est de cinq ans; il peut être destitué avant la fin de son mandat, par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais uniquement pour cause.

not be reduced thereafter; the duration of his term of office shall be five years; the Lieutenant-Governor in Council may dismiss him before the expiration of his term, but only for cause.

Serments.

**5.** Le Protecteur du citoyen et son adjoint doivent, avant de commencer à exercer leurs fonctions, prêter les serments prévus aux annexes A et B; le Protecteur du citoyen les prête devant l'orateur de l'Assemblée législative et l'adjoint du Protecteur du citoyen les prête devant ce dernier.

**5.** Before entering upon their duties, the Public Protector and his assistant shall take the oaths prescribed in schedules A and B; the Public Protector shall take them before the Speaker of the Legislative Assembly and the assistant to the Public Protector shall take them before the Public Protector. Oaths.

Services  
exclusifs.

**6.** Le Protecteur du citoyen doit s'occuper exclusivement des devoirs de ses fonctions et ne peut occuper aucune autre fonction, charge ou emploi, sauf s'il y est autorisé par l'Assemblée législative; son adjoint doit aussi s'occuper exclusivement des devoirs de ses fonctions et il ne peut non plus occuper aucune autre fonction, charge ou emploi sauf s'il est autorisé par le Protecteur du citoyen.

**6.** The Public Protector shall devote his time exclusively to the duties of his office and shall not hold any other office, place or employment unless authorized to do so by the Legislative Assembly; his assistant also shall devote his time exclusively to the duties of his office and he also shall not hold any other office, place or employment unless authorized by the Public Protector. Exclusive employment.

Remplacement.

**7.** Lorsque le Protecteur du citoyen cesse de remplir ses fonctions ou devient incapable d'agir par suite d'absence ou de maladie, son adjoint le remplace jusqu'à ce qu'un autre Protecteur du citoyen soit nommé conformément à l'article 1 ou, suivant le cas, jusqu'à ce que le Protecteur du citoyen reprenne l'exercice de ses fonctions.

**7.** When the Public Protector ceases to perform his duties or becomes unable to act by reason of absence or illness, his assistant shall replace him until another Public Protector is appointed in accordance with section 1 or until the Public Protector resumes his duties, as the case may be. Replacement.

Idem.

Lorsque le Protecteur du citoyen cesse de remplir ses fonctions ou devient incapable d'agir par suite d'absence ou de maladie et lorsqu'il en est de même de son adjoint ou si aucun adjoint n'est en fonctions, le Protecteur du citoyen est remplacé par une personne nommée temporairement à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui fixe, s'il y a lieu, le traitement, le traitement additionnel, les honoraires et les allocations de cette personne.

When the Public Protector ceases to perform his duties or becomes unable to act by reason of absence or illness and when his assistant is in similar circumstances or if no assistant is in office, the Public Protector shall be replaced by a person appointed temporarily for such purpose by the Lieutenant-Governor in Council who, if need be, shall fix the salary, additional salary, fees and allowances of such person. Idem.

Idem.

Lorsque le Protecteur du citoyen cesse de remplir ses fonctions, l'Assemblée législative nomme un autre Protecteur du citoyen conformément à l'article 1 dans les trente jours, si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

When the Public Protector ceases to perform his duties, the Legislative Assembly shall appoint another Public Protector in accordance with section 1 within thirty days if it is in session or, if it is not, within thirty days from the opening of the next session. Idem.

- Pensions.** 8. Lorsque le Protecteur du citoyen ou son adjoint cessent d'exercer leurs fonctions après les avoir remplies pendant au moins cinq ans ou par suite de démission avant l'expiration de cette période en raison d'une incapacité permanente les empêchant de remplir utilement leurs fonctions, ils ont droit à une pension annuelle égale au quart du traitement qu'ils recevaient au moment où ils ont cessé d'exercer leurs fonctions.
- Idem.** S'ils cessent d'exercer leurs fonctions après les avoir remplies pendant au moins dix ans ou par suite de démission au cours d'un second mandat de cinq ans en raison d'une telle incapacité, la pension est égale à la moitié du traitement.
- Idem.** S'ils cessent d'exercer leurs fonctions après les avoir remplies pendant au moins quinze ans ou par suite de démission au cours d'un troisième mandat de cinq ans en raison d'une telle incapacité, la pension est égale aux trois quarts du traitement.
- Incapacité.** L'incapacité prévue aux alinéas qui précèdent doit être établie, dans le cas du Protecteur du citoyen, à la satisfaction de l'orateur de l'Assemblée législative, et dans le cas de son adjoint, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil.
- Pension à la veuve.** À compter du premier jour du mois qui suit le décès du Protecteur du citoyen ou de son adjoint, qu'il soit en fonctions ou à la retraite, il est accordé à la veuve du Protecteur du citoyen ou de son adjoint, selon le cas, durant viduité, une pension annuelle égale à la moitié de la pension qu'il recevait ou qu'il aurait eu droit de recevoir s'il avait été à sa retraite.
- Païement.** Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, les pensions visées au présent article sont viagères; elles sont payées par versements mensuels égaux à même le fonds consolidé du revenu et sont incessibles et insaisissables.
- Restriction.** 9. L'article 8 ne s'applique pas au Protecteur du citoyen si ce dernier est ou devient juge de la Cour provinciale ou de la Cour de bien-être social ou juge des sessions, mais les années pendant lesquelles il aura été Protecteur du citoyen lui sont comptées pour les fins de sa pension comme juge; il en est de même de son adjoint.
- Pensions.** 8. When the Public Protector or his assistant ceases to perform his duties after having performed them for not less than five years or upon resignation before the expiration of such period by reason of a permanent disability preventing him from usefully performing his duties, he shall be entitled to an annual pension equal to one-quarter of the salary that he was receiving when he ceased to perform his duties.
- Idem.** If he ceases to perform his duties after having performed them for not less than ten years or upon resignation during a second five-year term by reason of such a disability, the pension shall be equal to one-half of the salary.
- Idem.** If he ceases to perform his duties after having performed them for not less than fifteen years or upon resignation during a third five-year term by reason of such a disability, the pension shall be equal to three-quarters of the salary.
- Disability.** The disability contemplated in the preceding paragraphs must be established, in the case of the Public Protector, to the satisfaction of the Speaker of the Legislative Assembly and, in the case of his assistant, to the satisfaction of the Lieutenant-Governor in Council.
- Pension to widow.** From the first day of the month following the death of the Public Protector or of his assistant, whether in office or retired, there shall be paid to the widow of the Public Protector or of his assistant, as the case may be, during widowhood, an annual pension equal to one-half the pension which he was receiving or to which he would have been entitled had he been retired.
- Payment.** Subject to the provisions of the preceding paragraph, the pensions contemplated in this section shall be for life; they shall be paid out of the consolidated revenue fund in equal monthly instalments and shall be inalienable and unseizable.
- Restriction.** 9. Section 8 shall not apply to the Public Protector if he is or becomes a judge of the Provincial Court, the Social Welfare Court or the sessions, but the years during which he was Public Protector shall be counted for the purposes of his pension as a judge; the same shall apply to his assistant.

Pension  
suspens-  
due.

**10.** Le versement d'une pension payée en vertu de l'article 8 à une personne qui a déjà été Protecteur du citoyen ou adjoint de celui-ci cesse pendant que le bénéficiaire, le cas échéant, occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi auquel est attachée une rémunération payée par le gouvernement ou par un office, une commission ou une régie relevant du gouvernement.

**10.** The payment of a pension under section 8 to a person who has already been Public Protector or assistant to the Public Protector shall cease if and while the beneficiary holds temporarily or permanently a position, office or employment to which is attached a remuneration paid by the government or by a bureau, commission or board under the jurisdiction of the government.

Payment  
of pension  
suspens-  
ded.

## SECTION II

## PERSONNEL DU PROTECTEUR DU CITOYEN

Fonction-  
naires et  
employés.

**11.** Les fonctionnaires et employés requis pour l'application de la présente loi sont nommés par le Protecteur du citoyen; leur nombre est déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil qui établit les barèmes suivant lesquels ils sont rémunérés. Ils peuvent être destitués par le lieutenant-gouverneur en conseil mais uniquement sur la recommandation du Protecteur du citoyen.

Serments.

Les fonctionnaires et employés du Protecteur du citoyen doivent, avant d'entrer en fonctions, prêter devant lui les serments prévus aux annexes A et B de la présente loi.

Devoirs  
de l'ad-  
joint, etc.

**12.** Le Protecteur du citoyen définit les devoirs de son adjoint ainsi que de ses fonctionnaires et employés, dirige leur travail et peut leur déléguer par écrit les pouvoirs qui lui sont attribués par la présente loi à l'exception de ceux qui sont prévus aux articles 26 à 29.

## SECTION III

## COMPÉTENCE

Enquêtes.

**13.** Le Protecteur du citoyen fait enquête à la demande de toute personne chaque fois qu'il a raison de croire que dans l'exercice d'une fonction administrative, le titulaire d'une fonction, d'un office ou d'un emploi relevant du gouvernement ou de l'un de ses ministères ou organismes a lésé cette personne.

Idem.

Il fait également enquête, à la demande de toute personne, sur la procédure suivie

## DIVISION II

## STAFF OF THE PUBLIC PROTECTOR

**11.** The functionaries and employees required for the application of this act shall be appointed by the Public Protector; their number shall be determined by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix the standards according to which they shall be remunerated. They may be dismissed by the Lieutenant-Governor in Council but only on the recommendation of the Public Protector.

The functionaries and employees of the Public Protector, before assuming their duties, shall take before him the oaths prescribed in schedules A and B to this act.

Function-  
aries and  
employ-  
ees.

Oaths.

**12.** The Public Protector shall define the duties of his assistant, functionaries and employees, shall supervise their work and may delegate to them in writing the powers assigned to him by this act, except those contemplated in sections 26 to 29.

Duties of  
assistant,  
etc.

## DIVISION III

## JURISDICTION

**13.** The Public Protector shall make an investigation upon the application of any person whenever he has reason to believe that in the exercise of an administrative function the holder of any position, office or employment under the government or under any government department or body has wronged such person.

He shall also make an investigation, upon the application of any person, into

Investi-  
gations.

Idem.



par un organisme du gouvernement ou l'un de ses membres dans l'exercice d'une fonction quasi-judiciaire, chaque fois qu'il a raison de croire que la procédure suivie est entachée de quelque irrégularité grave et que justice n'a pas été ou ne pourra être rendue.

**Enquêtes.** Il peut aussi faire enquête de sa propre initiative dans tous ces cas.

**Groupes.** **14.** Tout groupe de personnes peut s'adresser au Protecteur du citoyen de la même façon qu'un individu et aux mêmes conditions.

**Organisme du gouvernement.** **15.** Un organisme du gouvernement, pour les fins de la présente loi, est tout organisme dont la loi ordonne que les fonctionnaires ou employés soient nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique, ainsi que la Commission de la fonction publique du Québec, la Commission municipale de Québec et la Commission des loyers.

**Pouvoirs d'enquête.** **16.** Le Protecteur du citoyen ne peut faire enquête sur un acte ou une omission du lieutenant-gouverneur, du lieutenant-gouverneur en conseil, d'un tribunal visé à l'article 1 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20) ou de l'un des juges, fonctionnaires ou employés d'un tel tribunal agissant dans l'exercice de fonctions judiciaires ni sur un acte ou une omission d'un fonctionnaire, officier ou employé visé à l'article 13 dans ses relations de travail avec un autre fonctionnaire, officier ou employé.

**Refus d'enquêter.** **17.** Le Protecteur du citoyen doit refuser de faire ou de poursuivre une enquête lorsqu'il constate qu'il n'a pas compétence en vertu de la présente loi, lorsque la personne qui lui demande de faire une enquête dispose en vertu d'une loi, d'un appel ou d'un recours également adéquat ou lorsqu'il s'est écoulé plus d'une année depuis que la personne qui lui demande de la faire a eu connaissance de l'acte ou de l'omission qui en ferait l'objet, à moins que cette personne ne démontre qu'elle a été, en fait, dans l'impossibilité d'agir plus tôt.

the procedure followed by a government body or a member thereof in the exercise of a quasi-judicial function, whenever he has reason to believe that the proceedings are affected by some gross irregularity and that justice has not been, or will not be done.

He may also make an investigation on his own initiative in any such case.

**14.** Any group of persons may apply to the Public Protector in the same manner as an individual and on the same conditions.

**15.** For the purposes of this act, a government body is any body whose functionaries or employees are by law appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act, and also the Québec Civil Service Commission, the Québec Municipal Commission and the Rental Commission.

**16.** The Public Protector shall not investigate any act or omission of the Lieutenant-Governor, the Lieutenant-Governor in Council, a court contemplated in section 1 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20) or any judge, functionary or employee of such court acting in the exercise of judicial functions, or any act or omission of any functionary, officer or employee contemplated in section 13 in his occupational relations with another functionary, officer or employee.

**17.** The Public Protector must refuse to make or continue an investigation when he finds that he has no jurisdiction under this act, when the person applying for an investigation has under any law a right of appeal or an equally adequate recourse or when more than one year has elapsed since the person applying for it had knowledge of the act or omission in question, unless such person shows that it was, in fact, impossible for him to act sooner.

Refus  
d'enquête.

**18.** Le Protecteur du citoyen peut refuser de faire ou de poursuivre une enquête lorsqu'il estime que la personne qui lui demande de la faire n'a pas un intérêt personnel suffisant, qu'une demande d'enquête est frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi, ou qu'une enquête n'est pas nécessaire eu égard aux circonstances.

**18.** The Public Protector may refuse to make or continue an investigation when he considers that the person applying for it has not a sufficient personal interest, that an application for an investigation is frivolous, vexatious or made in bad faith, or that an investigation is not necessary in view of the circumstances.

Refusal to  
investigate.

Avis.

**19.** Le Protecteur du citoyen doit, chaque fois qu'il refuse de faire une enquête à la demande d'une personne, avertir cette dernière de son refus, lui en donner les motifs et lui indiquer les recours qu'elle peut exercer, s'il en est.

**19.** Whenever he refuses to make an investigation upon the application of a person, the Public Protector shall notify such person of his refusal, give him the reasons therefor and indicate to him what recourses, if any, he may exercise.

Notice.

#### SECTION IV

#### DIVISION IV

##### DEMANDES D'ENQUÊTE

##### APPLICATIONS FOR INVESTIGATION

Contenu  
de la  
demande.

**20.** Toute personne qui demande au Protecteur du citoyen de faire enquête doit le faire par écrit, indiquer ses nom, prénoms, adresse et occupation et exposer les faits qui donnent lieu à sa demande.

**20.** Every person who applies to the Public Protector to make an investigation must do so in writing, indicating his surname, given names, address and occupation, and state the facts giving rise to his application.

Content  
of appli-  
cation.

Écrits à  
trans-  
mettre au  
Protecteur.

**21.** Tout titulaire d'une fonction, d'un office ou d'un emploi dans une institution pour malades mentaux ou un endroit où des personnes se trouvent détenues à la suite d'une dénonciation, d'une accusation ou d'une condamnation, lorsque cette fonction, office ou emploi relève du gouvernement ou de l'un de ses ministères ou organismes, doit, quand un écrit adressé au Protecteur du citoyen lui est remis, transmettre immédiatement cet écrit au Protecteur du citoyen sans prendre connaissance de son contenu.

**21.** Any holder of a function, office or employment in an institution for mental patients or in a place where persons are detained following an information, indictment or conviction, when such function, office or employment is under the government or a department or body thereof, shall, when a writing addressed to the Public Protector is given to him, transmit such writing forthwith to the Public Protector and shall not take cognizance of the contents thereof.

Writings  
to be  
given to  
Protector.

Assistance.

**22.** Le Protecteur du citoyen, son adjoint ainsi que ses fonctionnaires et employés doivent prêter leur assistance pour la rédaction d'une demande d'enquête à toute personne qui le requiert.

**22.** The Public Protector, his assistant, functionaries and employees must lend their assistance in the drafting of an application for an investigation to any person who so requires.

Assistance.

#### SECTION V

#### DIVISION V

##### ENQUÊTES

##### INVESTIGATIONS

Pouvoirs  
d'enquête.

**23.** Pour les fins des enquêtes que le Protecteur du citoyen est autorisé à faire en vertu de la présente loi, il est investi,

**23.** For the purposes of the investigations which the Public Protector is authorized to make under this act, he, his

Powers.  
of investigation.

de même que son adjoint et chacun de ses fonctionnaires et employés qu'il désigne par écrit, des pouvoirs et immunités de commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

Caractère  
privé.

L'enquête est conduite privément.

Disposi-  
tions  
applica-  
bles.

**24.** Les dispositions des articles 307, 308 et 309 du Code de procédure civile s'appliquent *mutatis mutandis* aux témoins entendus par le Protecteur du citoyen.

Audition  
de fonc-  
tionnaire,  
etc.

**25.** Lorsque le Protecteur du citoyen est d'avis qu'une personne a été lésée ou que justice n'a pas été ou ne pourra pas être rendue, dans les circonstances prévues à l'article 13, il doit, avant de terminer son enquête, inviter le fonctionnaire, l'officier ou l'employé en cause à se faire entendre; il doit aussi en aviser le chef du ministère ou de l'organisme intéressé et l'inviter à se faire entendre.

assistant and each of his functionaries and employees whom he designates in writing shall have the powers and immunities of commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

The investigation shall be conducted in private. Privacy.

**24.** The provisions of articles 307, 308 and 309 of the Code of Civil Procedure shall apply *mutatis mutandis* to witnesses heard by the Public Protector. Provisions to apply.

**25.** When the Public Protector finds that a person has been wronged or that justice has not been or will not be done, in the circumstances contemplated in section 13, he must, before completing his investigation, give the functionary, officer or employee concerned an opportunity to be heard; he must also give notice thereof to the head of the department or body concerned and give him an opportunity to be heard. Hearing of functionary, etc.

## SECTION VI

### RECOMMANDATIONS ET RAPPORTS

Avis au  
chef du  
ministère,  
etc.

**26.** Le Protecteur du citoyen doit aviser le chef du ministère ou de l'organisme intéressé chaque fois qu'au terme d'une enquête il est d'avis qu'une personne a été lésée dans les circonstances prévues au premier alinéa de l'article 13 parce qu'un fonctionnaire, officier ou employé

- a) ne s'est pas conformé à la loi,
- b) a agi de façon déraisonnable, injuste, abusive ou d'une manière discriminatoire,
- c) a manqué à son devoir ou fait preuve d'inconduite ou de négligence,
- d) a commis une erreur de droit ou de fait, ou
- e) dans l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire, a agi dans un but injuste, en se fondant sur des motifs qui ne sont pas pertinents ou en n'en motivant pas l'exercice lorsqu'il devait le faire.

Idem.

Lorsque le Protecteur du citoyen est d'avis, au terme d'une enquête, que la procédure suivie par un organisme du

## DIVISION VI

### RECOMMENDATIONS AND REPORTS

**26.** The Public Protector shall notify the head of the department or body concerned whenever he is of the opinion, after completing an investigation, that a person has been wronged in the circumstances contemplated in the first paragraph of section 13 because a functionary, officer or employee

- (a) has not complied with the law,
- (b) has acted in an unreasonable, unjust, arbitrary or discriminatory manner,
- (c) has failed in his duty or has been guilty of misconduct or negligence,
- (d) has committed an error of law or of fact, or
- (e) in the exercise of a discretionary power, has acted for an unjust purpose, has been actuated by irrelevant motives or has failed to give reasons for his discretionary act when he should have done so.

When the Public Protector is of the opinion, on completion of an investigation, that the procedure followed by a

Notice to  
head of  
depart-  
ment, etc.

Idem.

gouvernement ou l'un de ses membres dans l'exercice d'une fonction quasi-judiciaire est entachée de quelque irrégularité grave et que justice n'a pas été ou ne pourra pas être rendue, il doit également en aviser le chef de l'organisme intéressé.

Recom-  
mandations.

Le Protecteur du citoyen peut, chaque fois qu'il adresse un avis au chef d'un ministère ou d'un organisme en vertu du présent article, y joindre toute recommandation qu'il juge utile et requérir d'être informé des mesures envisagées pour donner effet à sa recommandation et de celles qui auront été prises.

Avis  
au terme  
d'une  
enquête.

Lorsque le Protecteur du citoyen est d'avis, au terme d'une enquête, que justice a été rendue, il doit également en aviser le chef du ministère ou de l'organisme intéressé.

Rapport  
spécial.

**27. 1.** Si, dans un délai raisonnable, après avoir fait une recommandation en vertu de l'article précédent, le Protecteur du citoyen juge que les mesures appropriées n'ont pas été prises pour y donner suite, il peut en aviser le lieutenant-gouverneur en conseil, et, s'il le juge à propos, soumettre un rapport spécial à l'Assemblée législative ou exposer la situation dans son rapport annuel.

Idem.

**2.** Si, au terme d'une enquête, le Protecteur du citoyen est d'avis qu'une personne a subi une injustice en raison de la teneur d'une loi ou d'un règlement, il peut suggérer des modifications au lieutenant-gouverneur en conseil et, s'il le juge à propos, soumettre un rapport spécial à l'Assemblée législative ou exposer la situation dans son rapport annuel.

Rapport  
annuel.

**28.** Le Protecteur du citoyen doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, remettre à l'orateur de l'Assemblée législative un rapport de ses activités pour l'année civile précédente et de ses recommandations.

Dépôt.

Ce rapport est déposé devant l'Assemblée législative, si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

Publica-  
tion, etc.

Ce rapport doit être publié et distribué par l'imprimeur de la reine de la façon indiquée par résolution de l'Assemblée législative ou, à défaut d'une telle réso-

government body or by any member thereof in the exercise of a quasi-judicial function, is affected by some gross irregularity and that justice has not been or will not be done, he shall also give notice thereof to the head of the body concerned.

The Public Protector, whenever he sends a notice to the head of a department or body under this section, may add any recommendation he deems useful and ask to be informed of the measures contemplated to give effect to his recommendation, and of measures that have already been taken.

Recom-  
mendations.

When the Public Protector is of the opinion, on completion of an investigation, that justice has been done, he shall also give notice thereof to the head of the department or body concerned.

Notice on  
completion  
of  
investigation.

**27. (1)** If, within a reasonable delay, after making a recommendation under the preceding section, the Public Protector is of opinion that the appropriate measures have not been taken to give effect thereto, he may so notify the Lieutenant-Governor in Council and, if he deems it expedient, make a special report to the Legislative Assembly, or make known the situation in his annual report.

Special  
report.

**(2)** If, on completion of an investigation, the Public Protector is of the opinion that a person has suffered an injustice by reason of the tenor of a law or regulation, he may suggest amendments to the Lieutenant-Governor in Council and, if he deems it expedient, make a special report to the Legislative Assembly or make known the situation in his annual report.

Idem.

**28.** On or before the 31st of March of each year, the Public Protector shall transmit to the Speaker of the Legislative Assembly a report of his activities during the preceding calendar year, and of his recommendations.

Annual  
report.

Such report shall be laid before the Legislative Assembly if it is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.

Deposit.

Such report shall be published and distributed by the Queen's Printer in the manner determined by resolution of the Legislative Assembly or, failing such

Publica-  
tion, etc.



lution, par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil.

resolution, by order of the Lieutenant-Governor in Council.

Information du requérant.

**29.** Le Protecteur du citoyen doit, chaque fois qu'il a tenu une enquête à la demande d'une personne, informer cette dernière du résultat de son enquête dans un délai raisonnable.

**29.** The Public Protector, when he has made an investigation upon the application of a person, shall inform the latter of the result of his investigation within a reasonable delay. Applicant informed.

#### SECTION VII

##### DISPOSITIONS DIVERSES

Immunité.

**30.** Le Protecteur du citoyen, de même que son adjoint ainsi que ses fonctionnaires et employés ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

**30.** No legal proceedings shall lie against the Public Protector, his assistant, functionaries or employees by reason of official acts done in good faith in the performance of their duties. Immunity.

Recours prohibés.

**31.** Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre le Protecteur du citoyen ou contre son adjoint, ses fonctionnaires ou employés, agissant en leur qualité officielle.

**31.** No extraordinary recourse provided in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure shall be exercised and no injunction shall be granted against the Public Protector or against his assistant, functionaries or employees acting in their official capacity. Recourses prohibited.

Annulation de bref, etc.

**32.** Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre des articles 30 ou 31.

**32.** Two judges of the Court of Appeal, upon motion, may annul summarily any writ, order or injunction issued or granted contrary to section 30 or 31. Annulment of writ, etc.

Discretion.

**33.** L'adjoint du Protecteur du citoyen ou tout fonctionnaire ou employé nommé en vertu de l'article 11 qui révèle, sans y être dûment autorisé, quoi que ce soit dont il a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre des autres peines qui peuvent lui être imposées, d'une amende de \$100 à \$1,000 et du paiement des frais.

**33.** The assistant to the Public Protector or any functionary or employee appointed under section 11 who makes known, without being duly authorized, anything that has come to his knowledge in the performance of his duties, shall be guilty of an offence and liable, upon summary proceeding, in addition to any other penalties that may be imposed upon him, to a fine of \$100 to \$1000, and costs. Secrecy.

Idem.

**34.** Nonobstant toute autre loi générale ou spéciale, ni le Protecteur du citoyen ni son adjoint non plus que ses fonctionnaires et employés ne peuvent être contraints de faire une déposition ayant trait à un renseignement obtenu dans l'exercice de leurs fonctions ni de produire un document contenant un tel renseignement.

**34.** Notwithstanding any other general law or special act, neither the Public Protector nor his assistant, functionaries or employees may be compelled to give any evidence in connection with any information obtained in the performance of their duties, or to produce any document containing such information. Idem.

Immu-  
nité.

**35.** Aucune action civile ne peut être intentée en raison ou en conséquence de la publication d'un rapport du Protecteur du citoyen en vertu de la présente loi, ou de la publication, faite de bonne foi, d'un extrait ou d'un résumé d'un tel rapport.

**35.** No civil action shall be taken by reason or in consequence of the publication of a report of the Public Protector under this act, or the publication, made in good faith, of an extract from or summary of such report.

Restric-  
tion.

**36.** La Loi de la fonction publique (13-14 Elizabeth II, chapitre 14) ne s'applique pas au Protecteur du citoyen ni à son adjoint non plus qu'à ses fonctionnaires et employés.

**36.** The Civil Service Act (13-14 Elizabeth II, chapter 14) shall not apply to the Public Protector or his assistant, functionaries or employees.

Paiement  
des  
dépenses.

**37.** Les dépenses encourues pour l'application de la présente loi sont payées, pour l'exercice financier 1968/1969, à même le fonds consolidé du revenu et pour les exercices subséquents, à même les sommes votées annuellement à cette fin par la Législature.

**37.** The expenses incurred for the carrying out of this act shall be paid, for the fiscal year 1968/1969, out of the consolidated revenue fund, and, for subsequent fiscal years, out of the sums voted annually for such purpose by the Legislature.

S. R., c. 7,  
s. 48,  
mod.

**38.** L'article 48 de la Loi électorale (Statuts refondus, 1964, chapitre 7), modifié par l'article 4 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 12, et par l'article 4 de la loi 14-15 Elizabeth II, chapitre 5, est de nouveau modifié en insérant, dans la sixième ligne du paragraphe *a*, après le mot « municipaux », les mots « , le Protecteur du citoyen ».

**38.** Section 48 of the Election Act (Revised Statutes, 1964, chapter 7), amended by section 4 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 12, and by section 4 of the act 14-15 Elizabeth II, chapter 5, is again amended by inserting after the word "judges" in the sixth line of paragraph *a* the words " , the Public Protector".

Id., c. 14,  
s. 45,  
mod.

**39.** L'article 45 du Régime de retraite des fonctionnaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 14), modifié par l'article 16 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 15, l'article 8 de la loi 14-15 Elizabeth II, chapitre 6, l'article 83 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 17, et par l'article 5 de la loi 17 Elizabeth II, chapitre 13, est de nouveau modifié en ajoutant, après le paragraphe 10°, le suivant:

« 11° les fonctionnaires et employés nommés par le Protecteur du citoyen. »

**39.** Section 45 of the Civil Service Superannuation Plan (Revised Statutes, 1964, chapter 14), amended by section 16 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 15, section 8 of the act 14-15 Elizabeth II, chapter 6, section 83 of the act 17 Elizabeth II, chapter 17, and by section 5 of the act 17 Elizabeth II, chapter 13, is again amended by adding after paragraph 10 the following:

"(11) the functionaries and employees appointed by the Public Protector."

Id., c. 48,  
s. 10,  
mod.

**40.** L'article 10 de la Loi de la presse (Statuts refondus, 1964, chapitre 48) est modifié en ajoutant, à la fin du paragraphe *a*, les mots « ainsi que les rapports du Protecteur du citoyen déposés devant l'Assemblée législative ».

**40.** Section 10 of the Press Act (Revised Statutes, 1964, chapter 48) is amended by adding at the end of paragraph *a* the words "and reports of the Public Protector laid before the Legislative Assembly".

Limita-  
tion.

**41.** Le Protecteur du citoyen ne peut faire enquête sur un acte ou une omission antérieurs au 20 mars 1968.

**41.** The Public Protector shall not make an investigation into any act or omission that occurred prior to the 20th of March 1968.

Entrée en  
vigueur.

**42.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**42.** This act shall come into force on the day of its sanction. Coming  
into force.

### ANNEXE A

#### SERMENT D'ALLÉGEANCE ET D'OFFICE

##### (Article 11)

« Je, A. B., jure que je serai loyal et porterai vraie allégeance à l'autorité constituée et que je remplirai les devoirs de ma charge de \_\_\_\_\_, avec honnêteté et justice, et que je ne recevrai aucune somme d'argent ou considération quelconque pour ce que j'ai fait ou pourrai faire, dans l'exécution des devoirs de ma charge, dans le but de favoriser l'achat ou l'échange de quoi que ce soit par ou avec le gouvernement, à part de mon traitement ou de ce qui me sera alloué par la loi ou par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil. Ainsi Dieu me soit en aide. »

### ANNEXE B

#### SERMENT DE DISCRÉTION

##### (Article 11)

« Je, A. B., jure de plus que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être dûment autorisé, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de ma charge. Ainsi Dieu me soit en aide. »

### SCHEDULE A

#### OATHS OF ALLEGIANCE AND OFFICE

##### (Section 11)

"I, A. B., do swear that I will be faithful and bear true allegiance to constituted authority and will fulfill the duties of my office of \_\_\_\_\_ honestly and justly, and that I will not receive any sum of money or consideration for what I have done or may do in the discharge of the duties of my office, to procure the purchase or exchange of anything whatsoever by or with the Government, other than my salary or what may be allowed me by law or by an order of the Lieutenant-Governor in Council. So help me God."

### SCHEDULE B

#### OATH OF SECRECY

##### (Section 11)

"I, A. B., further swear that I will not reveal or disclose, unless duly authorized, anything that may come to my knowledge in the discharge of my duties. So help me God."